

La corruption en hausse selon les Guinéens, qui craignent des représailles s'ils en parlent

Dépêche No. 368, Afrobarometer | Lionel Ossé et Ousmane Djiby Sambou

Résumé

La Guinée est classée parmi les pays les plus corrompus dans le monde, occupant la 130^e place sur 180 pays de l'Indice de la Perception de la Corruption dans le secteur public de Transparency International (2019).¹

Pourtant, le Président Alpha Condé a montré une volonté de lutter contre la corruption avec la nomination de Me Cheick Sako au poste de ministre de la justice, qui a impulsé des réformes judiciaires pour éradiquer l'impunité. C'est dans ce cadre qu'en juillet 2017, une loi relative à la lutte contre la corruption a été adoptée, et il est souligné que désormais « les crimes économiques sont imprescriptibles » (Freland, 2019). Cette volonté de combattre la corruption s'est notamment traduite par l'éviction en juin 2018 des directeurs généraux de l'Office Guinéen des Chargeurs et celui de l'Office Guinéen de Publicité ainsi que leurs agents comptables pour suspicions de malversations (Nations Unies, 2018).

Malgré cela, comme l'a souligné en décembre 2019 le ministre guinéen en charge des investissements et des partenariats publics-privés, Gabriel Curtis, « la corruption est encore persistante en Guinée » (Diallo, 2019), et aujourd'hui, avec la crise économique et sociale aggravée par la pandémie de la COVID-19, les besoins des populations confinées, et les ressources colossales que le gouvernement compte mobiliser, les risques de détournement des fonds sont réels.

L'enquête d'Afrobarometer en fin 2019 montre que la plupart des Guinéens pensent que le niveau de la corruption est à la hausse et les efforts du gouvernement de lutter contre ce fléau sont insatisfaisants. Les juges et magistrats, les agents des impôts, et les policiers sont perçus respectivement comme étant les corps les plus corrompus pendant que les chefs religieux et traditionnels ont plus de crédibilité que le personnel du service public. Par conséquent, la confiance des citoyens envers les institutions est faible, ce qui est susceptible d'entraîner des défiances populaires.

La corruption est aussi aggravée par une peur grandissante de représailles si les citoyens signalent les cas de corruption. D'ailleurs, une bonne partie des citoyens ont fait recours à la corruption pour obtenir des services et avantages dans le secteur public.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatifs à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2020 sont

¹ Le directeur exécutif de l'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption, décédé en 2014, n'est toujours pas remplacé.

prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Guinée, conduite par Stat View International, s'est entretenue avec 1.200 adultes guinéens en novembre-décembre 2019. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées en Guinée en 2013 et 2015.

Résultats clés

- Presque deux tiers des Guinéens (63%) estiment que le niveau de la corruption a « beaucoup augmenté » ou « quelque peu augmenté » pendant l'année précédant l'enquête. Cette tendance a connu une hausse de 25 points de pourcentage depuis 2015.
- Les juges et les magistrats sont perçus comme étant la frange des fonctionnaires la plus corrompue, avec 56% des citoyens qui pensent qu'ils sont « tous » ou « la plupart d'entre eux » impliqués dans les affaires de corruption. Ils sont suivis par les agents de impôts (50%) et les policiers/gendarmes (49%).
- Eviter les difficultés avec la police, obtenir son assistance, et obtenir un document administratif conduisent à une bonne partie des citoyens de verser un pot-de-vin aux agents du service public.
- Les Guinéens ont plus de confiance envers les leaders religieux et traditionnels que les agents de l'Etat et les institutions étatiques.
- Sept Guinéens sur 10 (70%) affirment que les gens risquent des représailles s'ils signalent des actes de corruption aux autorités. La peur des conséquences négatives a connu une hausse de 7 points de pourcentage depuis 2017.
- Le gouvernement répond « plutôt mal » ou « très mal » à la problématique de la corruption au sein de l'administration publique, selon huit Guinéens sur 10 (82%).

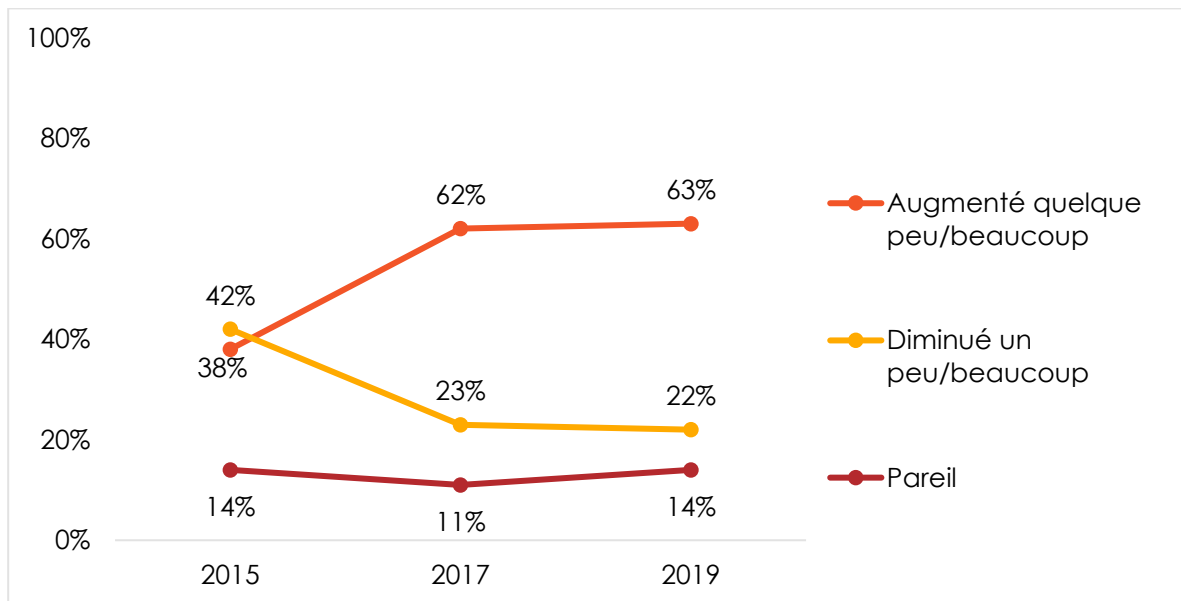
L'augmentation du niveau de la corruption

La corruption freine le développement, creuse les inégalités sociales, et engendre des injustices et frustrations. Or, presque deux tiers des Guinéens (63%) estiment que le niveau de la corruption a augmenté « beaucoup » ou « quelque peu » pendant l'année écoulée. Et si cette proportion est sensiblement la même qu'en 2017 (62%), en revanche elle était de 38% en 2015 (Figure 1).

Si la proportion des femmes (62%) qui estiment que la corruption a « beaucoup » ou « quelque peu » augmenté est légèrement inférieur à celui des hommes (65%), cet écart est largement plus important entre le milieu rural (58%) et le milieu urbain (73%) (Figure 2). Les Guinéens sans instruction formelle (60%) perçoivent moins ce phénomène que ceux avec un niveau primaire ou plus (66%-68%). Par ailleurs, il est noté que les citoyens les plus pauvres (71%) ont beaucoup plus tendance à percevoir l'augmentation du niveau de la corruption que leurs compatriotes mieux nantis.¹

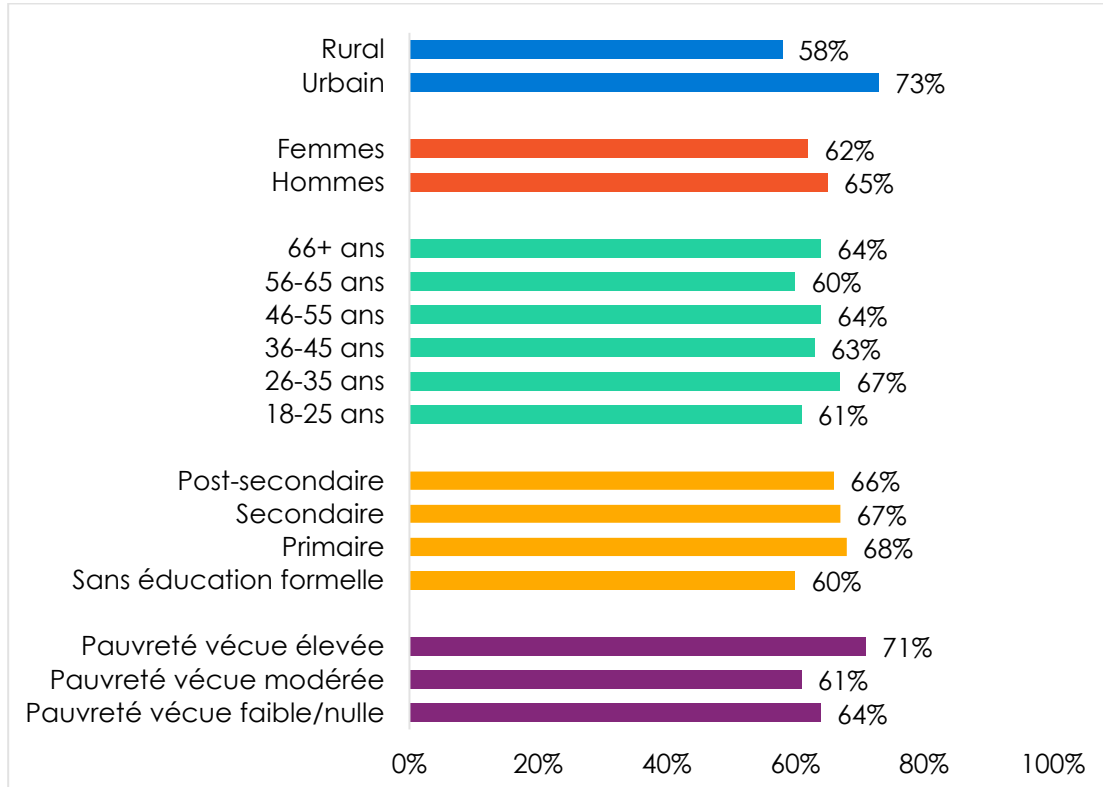
¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de carburant pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 1: Niveau de la corruption | Guinée | 2015-2019



Question posée aux répondants: A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué, ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée?

Figure 2: Niveau de la corruption | par groupe socio-démographique | Guinée | 2019



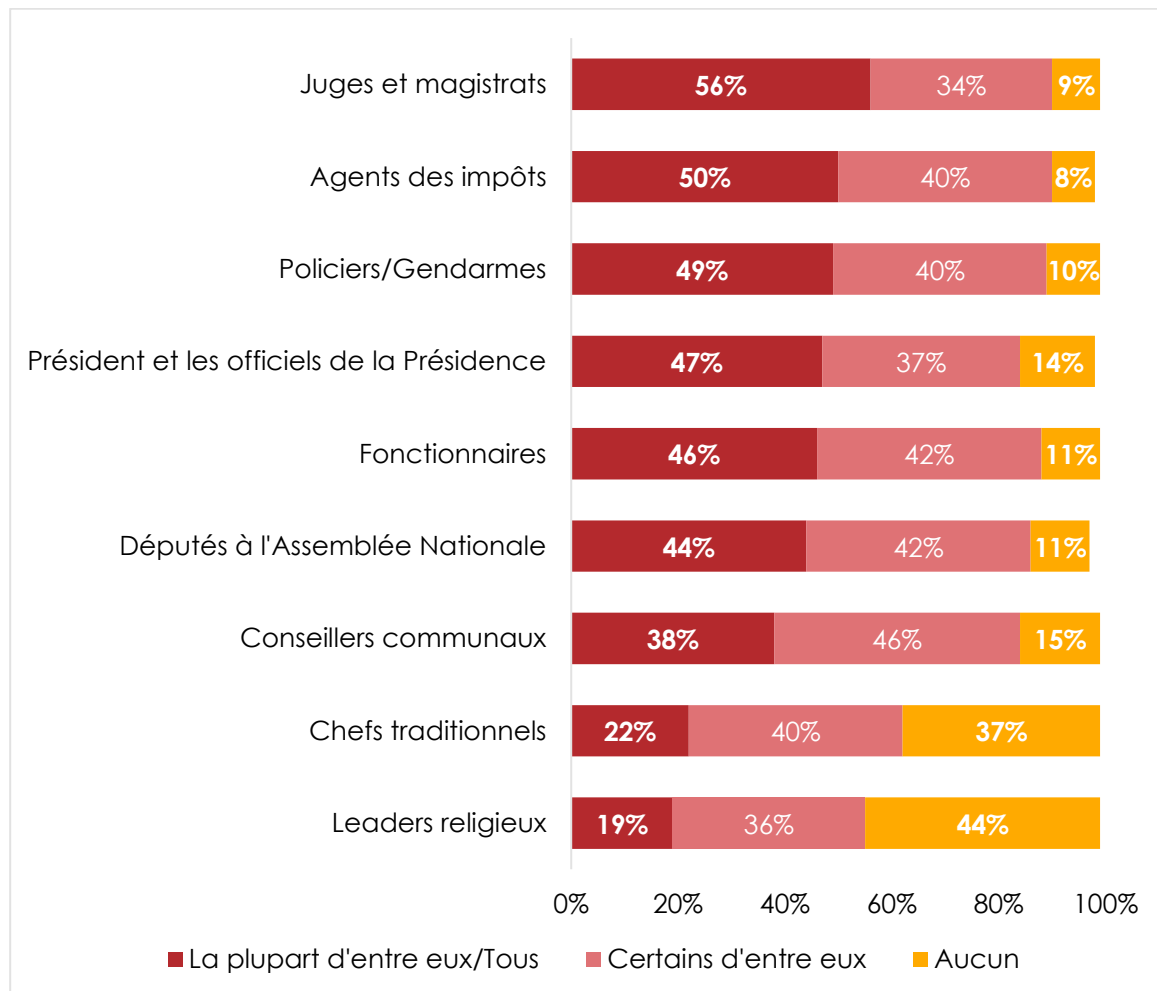
Question posée aux répondants: A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée? (% de ceux qui disent « beaucoup augmenté » ou quelque peu augmenté »)

Perception de la corruption et confiance des citoyens

La perception de la corruption peut aussi entraîner l'absence de confiance chez les citoyens vis-à-vis des dirigeants. En Guinée, les juges et les magistrats sont les personnalités publiques les plus perçus comme étant « tous » ou « la plupart » corrompus (56%). Ils sont suivis par les agents des impôts (50%), la police et la gendarmerie (49%), le président (47%), les fonctionnaires (46%), les députés à l'Assemblée Nationale (44%), et les conseillers municipaux (38%) (Figure 3).

Les chefs traditionnelles et les leaders religieux sont moins perçus comme étant corrompus que les personnalités du service public et des hautes autorités étatiques. En effet, deux Guinéens sur 10 estiment que les chefs traditionnels (22%) et les leaders religieux (19%) sont pour la « plupart » ou « tous » corrompus.

Figure 3: Perceptions de la corruption des dirigeants | Guinée | 2019

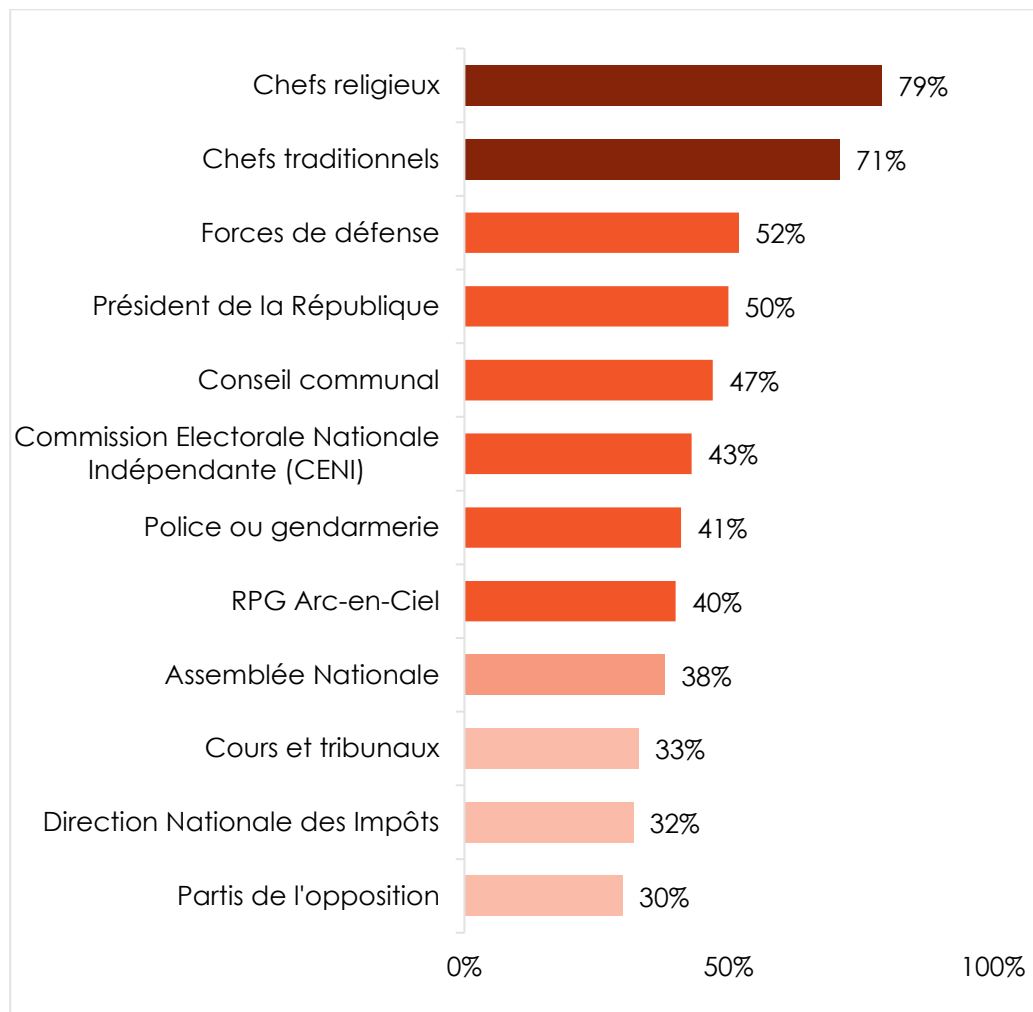


Question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?

Ces données impliquent que les chefs traditionnels et les leaders religieux bénéficient d'une crédibilité qui pourrait être utile dans la sensibilisation pour la lutte contre la pandémie ainsi que pour le respect des mesures prises par les autorités étatiques. En effet, plus de sept répondants sur 10 disent qu'ils font « partiellement » ou « beaucoup » confiance envers les

chefs religieux (79%) et les chefs traditionnels (71%), contre moins de quatre sur 10 qui font confiance envers l'Assemblée Nationale (38%), les cours et tribunaux (33%), et la Direction Nationale des Impôts (32%). La moitié (50%) des Guinéens font « partiellement » ou « beaucoup » confiance au Président de la République (Figure 4).

Figure 4: Confiance des Guinéens envers les dirigeants | Guinée | 2019

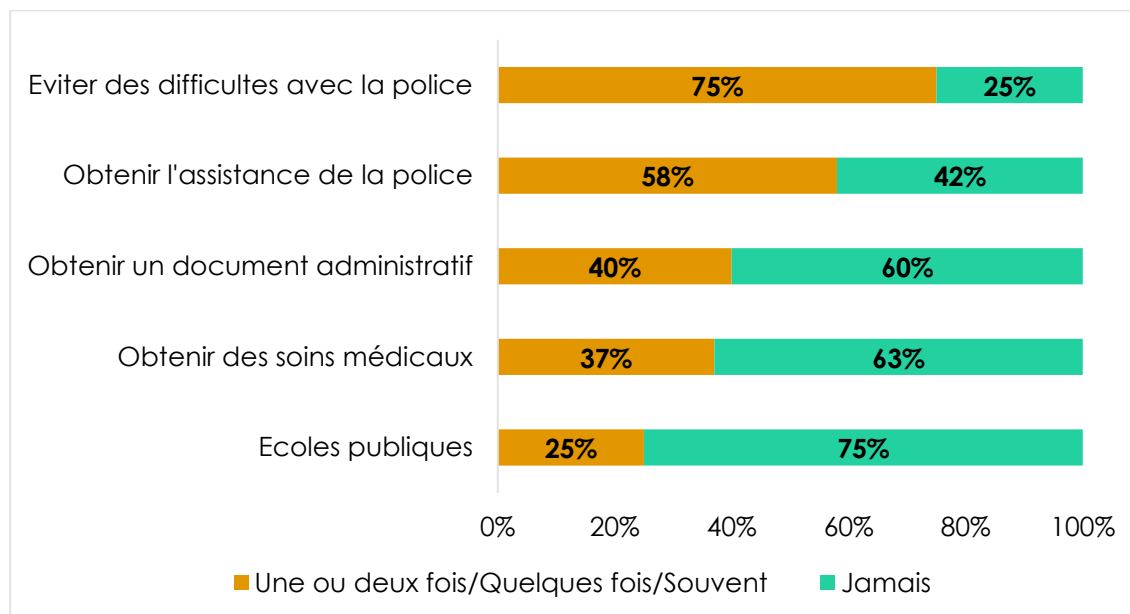


Question posée aux répondants: A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% de ceux qui disent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)

Les facteurs qui entraînent la corruption

Du côté des structures publiques, la police est l'institution en Guinée à laquelle le plus grand nombre de citoyens disent avoir dû verser un pot-de-vin pour accéder à leurs services. Parmi ceux qui disent avoir été en contact avec les principaux services publics au cours de l'année précédente, trois quarts (75%) disent avoir dû payer un dessous-de-table pour éviter des difficultés avec la police, 58% pour avoir son assistance, 40% pour obtenir un document administratif, 37% pour obtenir des soins médicaux, et 25% aux écoles publiques (Figure 5).

Figure 5: Corruption pour accéder aux services | Guinée | 2019

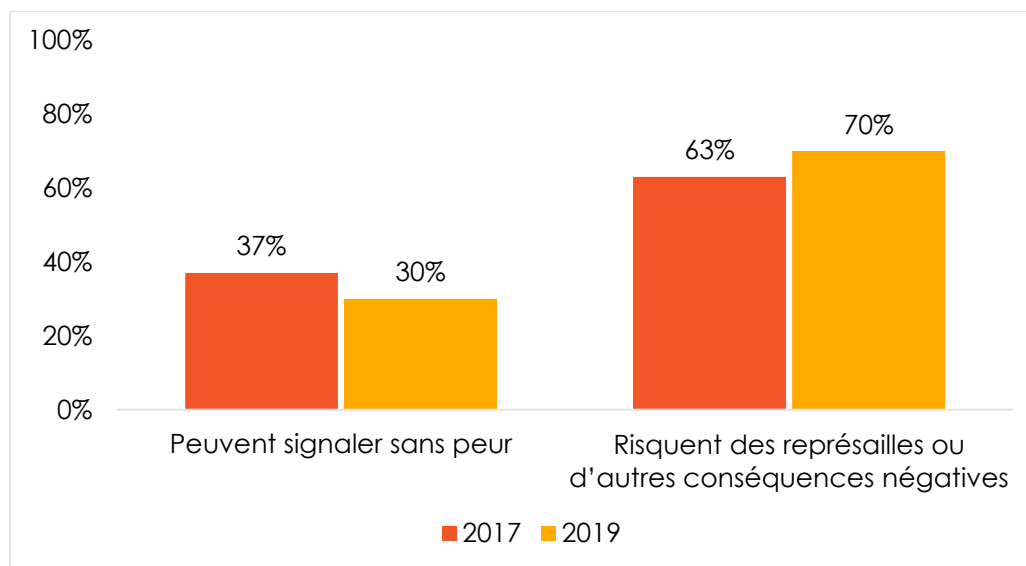


Questions posées aux répondants qui ont eu affaire à certains services publics: Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur [aux officiels afin d'obtenir les services dont vous aviez besoin]?

Peur grandissante de signaler la corruption

Dénoncer des actes de corruption n'est pas chose aisée pour les Guinéens, car selon l'enquête Afrobarometer, sept répondants sur 10 (70%) disent avoir peur des représailles ou d'autres conséquences négatives. Cela représente une augmentation de 7 points de pourcentage comparé à 2017 (63%) (Figure 6).

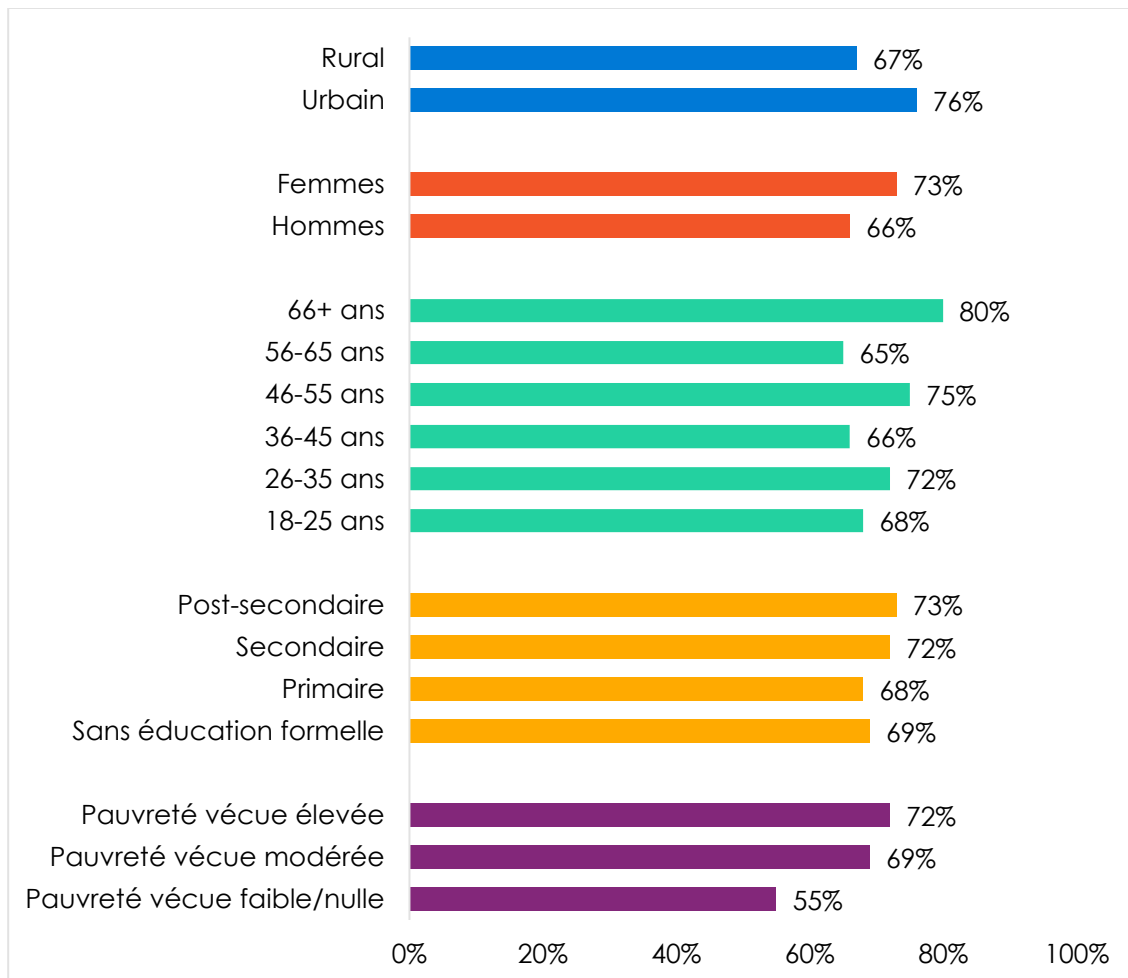
Figure 6: Peur des représailles pour signaler la corruption | Guinée | 2017-2019



Question posée aux répondants: Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent?

Cependant, cette opinion n'est pas perçue de la même manière selon les critères socio-démographiques des répondants. Par exemple, la peur des représailles en dénonçant les actes de corruption est beaucoup plus grande chez certains groupes que d'autres: les citadins (76%), les plus démunis (72%), et les femmes (73%). Par contre, cette perception est presque partagée par les plus éduqués (73%) et les citoyens sans éducation formelle (69%) (Figure 7).

Figure 7: Peur des représailles pour signaler la corruption | par groupe socio-démographique | Guinée | 2019



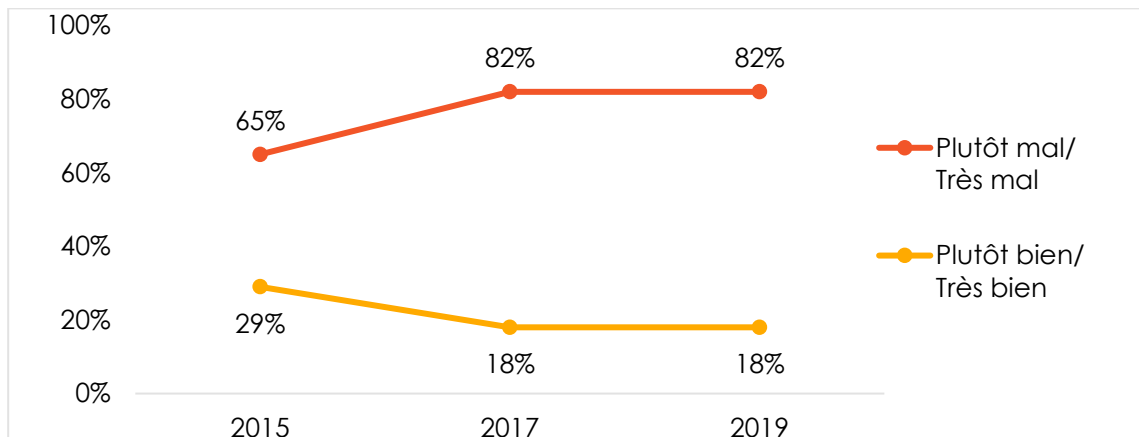
Question posée aux répondants: Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent? (% de ceux qui disent qu'ils risquent des représailles)

Performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption

Une écrasante majorité (82%) des Guinéens évaluent la performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption comme étant « plutôt » ou « très » mauvaise – le même niveau de désapprobation qu'en 2017, après une dégradation depuis 2015 (Figure 8).

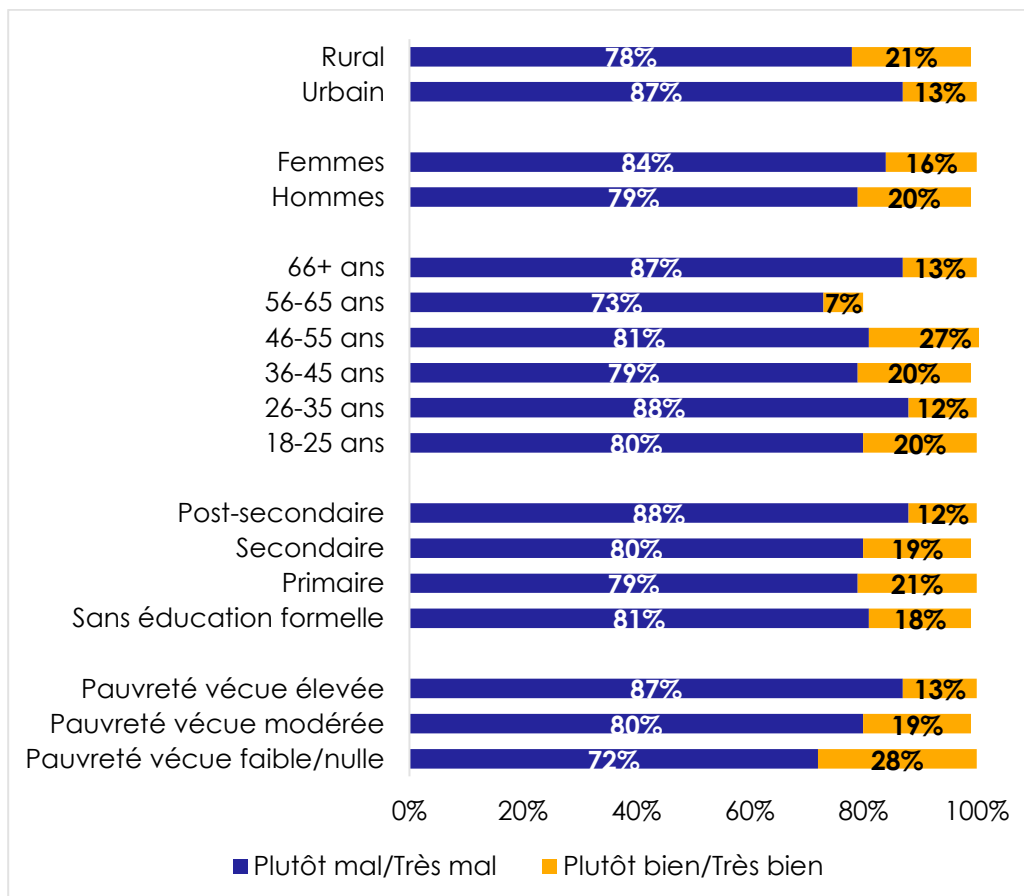
Cette faible évaluation de la performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption semble être partagée à travers les groupes socio-démographiques, même si les femmes (84%), les citadins (87%), les plus éduqués (88%), et les plus pauvres (87%) sont plus critiques que leurs homologues (Figure 9).

Figure 8: Performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption | Guinée
 | 2015-2019



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique?

Figure 9: Performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption | par groupe socio-démographique | Guinée | 2019



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique?

Conclusion

Les Guinéens estiment que le niveau de la corruption dans le pays augmente et que le gouvernement fait un piètre travail pour combattre ce fléau. Ils désignent les juges et les magistrats comme étant les fonctionnaires les plus corrompus et la police comme le service public qui nécessite le plus le dépôt de pots-de-vin pour avoir accès au service. Les citoyens expriment aussi majoritairement avoir peur des représailles s'ils dénoncent des actes de corruption.

En revanche, si une bonne partie des citoyens manquent de confiance envers leurs dirigeants étatiques, ils accordent une grande confiance à leurs chefs traditionnels et leaders religieux. Dans ce contexte de la pandémie de la COVID-19, ces derniers pourraient être utiles dans la sensibilisation pour la lutte contre la pandémie mais aussi pour le respect des mesures prises par les autorités étatiques. De plus, le gouvernement devrait s'atteler à créer de véritables conditions de transparences pour une meilleure traçabilité des capitaux qui doivent servir la lutte contre la pandémie et renforcer la résilience du pays pour son développement.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil
d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

Diallo, A.M. (2019). Impact de la corruption en Guinée : en moyenne 600 milliards GNF de perte chaque année.

Freland, F. X. (2019). Corruption en Guinée: Pour en finir avec les mauvaises habitudes.

Jeune Afrique. 13 mai.

Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique: Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.

Nations Unies. (2018). Pacte international relatif aux droits civils et politiques: Guinée.

Transparency International (Indice de perception de la corruption). (2019). Country data: Guinea.

Lionel Ossé est le chef de projet adjoint d'Afrobarometer pour l'Afrique de l'Ouest anglophone et du Nord, basé à CDD-Ghana. Email: lessima@afrobarometer.org.

Ousmane Djiby Sambou est le coordinateur de la communication francophone pour Afrobarometer. Email: osambou@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, de Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, et de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



@Afrobarometer



Dépêche No. 368 d'Afrobarometer | 19 juin 2020